

4 Économie

Perspectives économiques régionales
Les inquiétudes du FMI

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le dernier rapport du Conseil d'administration du FMI sur les perspectives de la zone Cémac résonne comme un cri d'alarme. Selon les administrateurs du Fonds, les perspectives à moyen terme de la Cémac sont incertaines, et malgré leur stabilisation récente, à moyen terme les prix du pétrole devraient rester bien inférieures à ce qu'elles étaient avant le choc.

LE 17 juillet 2015, les administrateurs ont conclu les entretiens annuels sur les politiques et défis communs des États membres de l'espace sous-régional. Et selon

le rapport du Conseil, la croissance de la Cémac, restée certes robuste en 2014, subira de plein fouet le choc pétrolier en 2015.

« La croissance régionale a atteint, selon les estimations, 4,7 %, alimentée par l'augmentation de la production pétrolière et la poursuite des programmes d'investissement public. Néanmoins, elle devrait tomber à 2,8 % en 2015, à cause surtout d'une baisse de l'investissement public. L'inflation demeure en deçà du critère régional de 3 %. Le déficit budgétaire régional se serait creusé à 5,0 % du PIB en 2014 et devrait se détériorer davantage pour grimper à 5,7 % en 2015. Le déficit courant aurait été, selon les estimations, de 3,8 % du PIB en 2014 et il devrait se creuser à 5,8 % en 2015, les exportations de pétrole devant



Le FMI s'inquiète des perspectives économiques en zone CEMAC. ici, le siège de la BEAC à Yaoundé.

diminuer et les importations liées à l'investissement rester importantes. Les réserves demeurent adéquates », indique le Conseil.

Les administrateurs ont noté que les pays de la Cémac ont réagi différemment à cette

nouvelle conjoncture économique. Ils ont pour la plupart, soulignent-ils, revu à la baisse leurs programmes de dépenses en réduisant les dépenses d'investissement et en limitant les dépenses courantes. Tous les pays ont

sollicité des avances à la BEAC. En raison de ces développements et d'autres liés aux prêts, la dette publique régionale est en hausse, s'inquiètent-ils.

« Les perspectives à moyen terme de la Cémac sont incertaines. Malgré leur stabilisation récente, à moyen terme les prix du pétrole devraient rester bien inférieurs à ce qu'ils étaient avant le choc. En outre, la production de pétrole commencera à diminuer après 2017. Il faudra alors assurer la viabilité macroéconomique en augmentant les recettes non pétrolières, en suivant une politique de dépenses publiques prudente et en renforçant la compétitivité du secteur non pétrolier », note le Conseil.

Toutefois, relève le Conseil, la chute des importations liées aux programmes d'investissement public améliorera en partie, les soldes des transactions courantes. Étant donné l'ampleur de l'ajustement nécessaire, la poursuite de cette ligne d'action constituera un défi. En outre, un retour de l'insécurité dans la région du lac Tchad ou en République centrafricaine freinerait les efforts d'investissement dans les infrastructures régionales - facteur clé de la croissance non pétrolière - et pourrait fragiliser un climat des affaires déjà difficile.

« Dans cette situation, le principal défi à relever par la Cémac consiste à engager un ambitieux programme de réformes pour assurer la stabilité macroéconomique et accompagner plus vigoureusement une croissance durable et inclusive. Les institutions régionales doivent être à la base de ce travail », suggère le Conseil.

Programme de renforcement de la gouvernance vétérinaire en Afrique/ VET-GOV
Des pistes pour améliorer le service vétérinaire au Gabon

F.M.MOMBO
Libreville/Gabon

DANS le cadre du programme de renforcement de la gouvernance vétérinaire en Afrique (Vet-Gov) financé par l'Union africaine, un atelier de renforcement des capacités s'est ouvert mardi matin dans un hôtel de la place en vue de la formulation d'une politique de développement de l'élevage au Gabon. Ces travaux ouverts par le secrétaire général du ministè-

re de l'Agriculture, Dr Aubierge Moussavou, en présence du coordinateur régional Vet-Gov pour la CEEAC, le Dr Baschirou Moussa Demsa, vont permettre aux participants venus aussi bien de l'administration centrale, de la société civile que des représentants des éleveurs d'être au cœur de la formulation de cette politique.

Lors de la rencontre qui s'est tenue dernièrement à Nairobi au Kenya, les secrétaires généraux des ministères en charge des ressources animales ont



Les participants au terme des travaux.

opté pour appuyer les politiques et les grandes recommandations dans ce secteur, en revisitant les documents

existants. Mais aussi et surtout pour faire figurer l'élevage dans les plans nationaux d'investissement et aider les partenaires à appuyer les pays dans cette application.

« Il nous faut donc développer une véritable stratégie de coordination pour améliorer le secteur de l'élevage qui participe au besoin fondamental de l'homme, à savoir se nourrir », a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Agriculture.

Pour le Dr Baschirou Moussa Demsa, « cet atelier s'inscrit dans le cadre du programme détaillé pour le dé-

veloppement de l'agriculture en Afrique. Donc, le programme Vet-Gov va permettre le développement de la politique d'élevage au Gabon. La politique de développement du service vétérinaire par l'élaboration d'une législation vétérinaire adéquate sera également abordée au cours de cet atelier ».

Dans le domaine de l'élevage, le Gabon sera accompagné par la FAO et, pour ce qui est de la législation vétérinaire, c'est l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) qui va s'en charger.

Transfert d'argent

Postranfert s'implante à Bikélé

ESSONE-NDONG
Libreville/GABON

Répondant à la philosophie de proximité mise en œuvre par le groupe La Poste, la nouvelle succursale permettra d'accéder aux attentes des populations de cette localité.

POUR une commune en pleine expansion comme Bikélé, l'implantation d'une structure aussi importante que Postranfert (pour le transfert rapide d'argent) ne pouvait passer inaperçue. En effet, depuis la semaine dernière, les

populations de cet arrondissement de Ntoundou fêtent l'ouverture d'une nouvelle agence dans leur circonscription. Il s'agit là aussi de la matérialisation de la volonté du groupe La Poste, qui s'appuie sur la notion de proximité pour étendre de plus en plus son réseau à travers sa filiale Postranfert. Cette dernière, a expliqué un responsable commercial, a pour principale activité le transfert d'argent avec son produit phare «le Mandat Express», notamment sur les plans national et international. Comme l'a traduit le responsable précité, l'ambition du groupe La Poste est non



Un usager effectuant une opération sifôt après l'ouverture de l'agence.

seulement de desservir les populations des contrées éloignées des grands centres urbains en leur offrant des technologies modernes de réception et d'envoi d'argent, mais également de mieux combattre le phénomène de l'informel qui gagne de plus en plus de terrain au Gabon. D'où la multiplication sur l'ensemble du territoire national des succursales Postranfert de plus en plus équipées.

La nouvelle succursale de Bikélé est dotée de deux guichets informatisés pour l'accueil des usagers qui, très nombreux à l'ouverture, ont commencé à af-

fluer vers l'établissement dont la situation géographique (en plein cœur de la cité) constitue un atout considérable pour son rayonnement. Et Bikélé qui accueille de plus en plus de grandes surfaces commerciales et de nombreuses administrations constitue aujourd'hui un point d'attraction intéressant pour les entités économiques. Comme l'a relevé un notable venu réaliser une opération de transfert d'argent, « nous ne nous déplacerons plus pour Libreville pour aller effectuer des mandats. Avec la nouvelle succursale, nous sommes désormais satisfaits... ».

CHANGEMENT	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 22/07/2015	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0902	1USD =	601,685	1 USD	638,269	CAC 40	22/07/2015	5080,65
		CAD	1,4167	1CAD =	463,018	1 CAD	487,208	DOW JONES	22/07/2015	17919,29
		JPY	134,9800	1JPY =	4,860	100 JPY	505,346			
		GBP	0,6982	1GBP =	939,497	1 GBP	977,982			
		CHF	1,0482	1CHF =	625,794	100 CHF	65486,76			
		ZAR	13,4922	1ZAR =	48,617	100 ZAR	5055,63			
		MAD	10,7038	1MAD =	61,283	1MAD	63,73			
		CNY	6,7695	1CNY =	96,899	1CNY	99,81			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
22-juillet : **56,53**

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>